

## Le Burundi charge la Belgique

RFI, 21-11-2016 Ce lundi 21 novembre, le Parlement belge (photo) reçoit une déléguation de la société civile burundaise en exil autour du thème : « Qu'est-ce qui empêche la communauté internationale d'agir et de protéger le peuple burundais ? ». Une invitation qui déplaît fortement à Bujumbura : ces derniers jours, le parti au pouvoir, les associations qui lui sont proches et même le Sénat burundais ont multiplié les charges contre la Belgique.

« Ce sont les colons qui nous ont divisés », a déclaré le secrétaire général du CNDD-FDD en ouverture d'une semaine de festivités organisées par le parti au pouvoir. A cette attaque, le Sénat surenchérit dans une lettre pour protester contre l'invitation au Parlement belge d'individus jugés « subversifs » et « coupables de crimes inavouables ». Ces « individus », ce sont des responsables de la société civile burundaise qui vivent aujourd'hui en exil. Ils sont également ciblés par les associations proches du pouvoir, réunies vendredi pour dénoncer « le rôle de la Belgique dans la triste histoire du Burundi et la déstabilisation de la paix ». Au terme de sa lettre, le Sénat burundais demande l'envoi d'une « mission d'information » pour que les parlementaires se fassent leur propre idée de l'invitation surprenante, puisque Bujumbura refuse les 228 policiers de l'ONU, n'a pas signé le mémorandum pour le déploiement des observateurs de l'UA, et a déclaré persona non grata les experts des Nations unies.